



**SOMMAIRE**

	<i>Pages</i>
Expression de sympathie à l'égard du Gouvernement et du peuple d'Haïti .....	57
Point 53 de l'ordre du jour: Organisation du Secrétariat ( <i>suite</i> )	57
Point 38 de l'ordre du jour: Prévisions budgétaires pour l'exercice financier 1955 ( <i>suite</i> )	57
Point 38 de l'ordre du jour: Prévisions budgétaires pour l'exercice financier 1955..	61
Point 36 de l'ordre du jour: Rapports financiers et comptes, et rapports du Comité des Commissaires aux comptes ( <i>suite</i> ): e) Fonds des Nations Unies pour le secours aux réfugiés, période du 1er mars 1952 au 31 décembre 1953 ( <i>suite</i> ) .....	62
Point 42 de l'ordre du jour: Rapport du Comité de négociation des fonds extra-budgétaires ( <i>suite</i> ) .....	63

**Président: M. Pote SARASIN (Thaïlande).**

**Expression de sympathie à l'égard du Gouvernement et du peuple d'Haïti**

1. Le **PRESIDENT** exprime au représentant d'Haïti toute la sympathie de la Commission à l'égard des victimes de l'ouragan qui vient de ravager une partie de son pays.
2. **M. VILLARD** (Haïti) remercie le Président et les membres de la Commission. Il est convaincu que le FISE, qui a déjà tant fait pour Haïti, n'a pas manqué de se porter au secours des victimes.

**POINTS 53 ET 38 DE L'ORDRE DU JOUR**

**Organisation du Secrétariat (A/2731, A/2745, A/C.5/580, A/C.5/581, A/C.5/583) [*suite*]**

**Prévisions budgétaires pour l'exercice financier 1955 (A/2647, A/2688, A/C.5/577) [*suite*]**

**Discussion générale (*suite*)**

3. **M. NATANAGARA** (Indonésie) entend se limiter à quelques brèves observations.
4. En premier lieu, il approuve la suggestion du Comité consultatif tendant à adjoindre au Groupe d'étude chargé d'examiner la question de la réorganisation quelques personnes étrangères au Secrétariat des Nations Unies. Quelles que soient sa compétence et son intégrité, le Groupe d'étude gagnerait à s'assurer la collaboration de personnes dont le jugement ne serait pas influencé par leur qualité de fonctionnaires du Secrétariat.
5. En ce qui concerne les réductions de personnel que va entraîner la réorganisation du Secrétariat, le représentant de l'Indonésie pense qu'il faut donner au personnel un sentiment de sécurité.

6. Il faut tout bien peser avant d'approuver l'idée d'une accélération du programme de réorganisation, comme le suggère le Comité consultatif, car une telle mesure risque d'affecter le moral du personnel du Secrétariat.

7. Le Secrétaire général souligne dans son rapport (A/2731) qu'une réorganisation plus rapide du Secrétariat est subordonnée à un remaniement du programme des travaux de fond. Il faudrait pour cela que l'Assemblée se prononce sur la nécessité de poursuivre certains travaux entrepris en application des résolutions antérieures et maintenant dépassés. La délégation de l'Indonésie est convaincue pour sa part qu'une révision du programme des travaux de fond s'impose.

8. Pour ce qui est des modifications visant l'échelon de direction, les explications fournies par le Secrétaire général ont dissipé toutes les inquiétudes que le représentant de l'Indonésie aurait pu avoir.

9. **M. Natanagara** constate avec satisfaction que la nécessité d'assurer une répartition géographique équilibrée des postes n'a pas échappé au Secrétaire général. C'est là un problème qui n'a pas encore reçu de solution satisfaisante et qui préoccupe un grand nombre de délégations. Il est indispensable qu'une répartition régionale équilibrée soit assurée dans tous les organes et à tous les échelons de l'Organisation. A cet égard, le représentant de l'Indonésie appelle l'attention de la Commission sur le document ST/ADM/R.7 du 20 septembre 1954, qui indique la composition, par nationalité, du personnel du Secrétariat. De ces renseignements, qui ne concernent que les administrateurs et l'échelon supérieur des agents des services généraux, il ressort que l'Indonésie n'a pas au Secrétariat la représentation à laquelle elle est en droit de prétendre. Le document précité fait également apparaître que les pays d'Asie sont insuffisamment représentés aux échelons supérieurs. Il importe que le Secrétaire général, à l'occasion de la réorganisation du Secrétariat, s'efforce de remédier à cette situation.

10. Passant aux prévisions budgétaires pour l'exercice 1955, le représentant de l'Indonésie se félicite de la politique d'économie suivie par le Secrétaire général qui lui permet de présenter des prévisions inférieures de près d'un million de dollars à celles de l'année précédente. Dans son rapport (A/2688), le Comité consultatif recommande d'autres réductions dont le total s'élève à environ 420.000 dollars. On notera que ces réductions sont en général peu importantes, à l'exception de celle qui vise le chapitre 33, Cour internationale de Justice. Il conviendra d'étudier les recommandations du Comité consultatif de façon approfondie lors de l'examen des différents chapitres du budget.

11. Enfin, la délégation indonésienne partage le point de vue exprimé par plusieurs autres délégations sur la nécessité d'une réorganisation des institutions spécialisées, qui devra se traduire par des économies budgétaires appréciables.

12. M. TRHLIK (Tchécoslovaquie) se plaint à constater que les prévisions budgétaires pour 1955 (A/2647) sont inférieures d'un million de dollars aux crédits ouverts pour 1954. Etant donné toutefois qu'en 1954 les dépenses réelles seront d'un million de dollars moins élevées que les crédits votés, on est en droit de se demander dans quelle mesure la réorganisation du Secrétariat s'est réellement traduite par une diminution des dépenses. Enfin, il ne faut pas oublier que les prévisions budgétaires pour 1955 dépassent encore de 2.500.000 dollars le montant du budget adopté en 1950. Le représentant de la Tchécoslovaquie note également que les réductions portent surtout sur le titre III du budget, relatif au Siège de l'Organisation. Pour ce qui est des autres titres du budget, force est de constater que les prévisions pour 1955 ont encore augmenté.

13. La délégation tchécoslovaque approuve les réductions recommandées par le Comité consultatif. A cet égard, il est regrettable que le Comité consultatif, saisi trop tard du document relatif à la réorganisation du Secrétariat, n'ait pu, dans son rapport, présenter que des observations de portée limitée. Dans un grand nombre de cas, le comité ne propose pas de réductions appréciables, et, dans les autres, il insiste sur le caractère provisoire de ses recommandations. Il semble d'autre part que de nombreuses délégations n'ont pas eu, elles non plus, suffisamment de temps pour étudier les documents sur la réorganisation avec tout le soin que mérite cette question.

14. La délégation tchécoslovaque estime que, d'une façon générale, les dépenses de personnel sont excessives. Le nombre de fonctionnaires et la proportion de hauts fonctionnaires sont trop élevés. Telle est également l'opinion exprimée par le Comité consultatif au paragraphe 31 de son rapport (A/2688). La pratique des mutations entre départements et services se répand; ce fait montre bien que, malgré certaines réductions, les crédits demandés pour le personnel temporaire et les consultants dépassent les vrais besoins. Une comparaison entre les crédits ouverts et les dépenses effectives révèle facilement que le poste "personnel temporaire" constitue en réalité une réserve budgétaire qui ne fait que gêner le contrôle des activités du Secrétariat.

15. L'examen du projet de budget pour 1955 fait apparaître que plus de 3 millions de dollars sont prévus pour des activités contraires aux dispositions de la Charte, telles que celles du Haut-Commissariat pour les réfugiés, du Service mobile des Nations Unies et de diverses missions. Le Gouvernement tchécoslovaque s'est toujours élevé contre ces dépenses et continuera à le faire.

16. Passant à la question de la réorganisation du Secrétariat, dont le Comité consultatif et la Cinquième Commission ont depuis longtemps souligné la nécessité, le représentant de la Tchécoslovaquie regrette que les projets de réforme présentés par le Secrétaire général à la présente session ne portent que sur les services du Siège.

17. Le Secrétaire général envisage la suppression de 284 postes. La délégation tchécoslovaque s'attendait à une réduction plus importante. Il est vrai qu'il est très difficile à l'heure actuelle de déterminer la mesure dans laquelle il est possible de comprimer les effectifs des différents services du Secrétariat, car les documents traitant de la réorganisation du Secrétariat viennent seulement d'être publiés. A cet égard, il serait bon que le Comité consultatif, dès la présente session, s'efforce

d'étudier de plus près les conclusions du Groupe d'étude ainsi que la structure de chaque département. En tout état de cause, la délégation tchécoslovaque espère que le Comité consultatif pourra présenter des observations détaillées sur ces problèmes à l'Assemblée générale à sa dixième session.

18. En ce qui concerne les 160 postes permanents qui doivent être supprimés en 1955, on notera qu'il s'agit dans un grand nombre de cas de postes vacants, souvent depuis plusieurs années. De plus, la compression des effectifs doit se faire à un rythme fort lent et s'échelonner sur deux ou trois ans. Enfin le tableau joint en annexe au sixième rapport du Comité consultatif (A/2745) montre que, sur les 284 postes dont on envisage la suppression, 110 appartiennent aux deux dernières classes de la catégorie des services généraux. En fait, la disproportion qui existe entre le nombre de fonctionnaires supérieurs et celui des fonctionnaires subalternes se trouvera encore accentuée.

19. Quant à la réorganisation proprement dite du Secrétariat, elle affecte le nombre et les dimensions des départements, mais ne modifie pas leur structure interne. Par exemple, le Département des questions économiques et le Département des questions sociales, qui étaient en pratique placés sous la direction d'un seul secrétaire général adjoint, seront maintenant fondus en un seul département qui sera confié à un sous-secrétaire et qui comprendra une Direction des affaires économiques et une Direction des affaires sociales, dirigée chacune par un sous-secrétaire adjoint. Le département comptera donc trois hauts fonctionnaires appartenant à l'échelon le plus élevé. La fusion des deux anciens départements dont on attendait une compression d'effectifs importante ne permettra en fait que la suppression de trente-deux postes. Comme il y avait quarante postes vacants dans les deux départements, l'économie sera nulle. La délégation tchécoslovaque, comme le Comité consultatif, est d'avis que l'on pourrait et que l'on devrait réaliser dans ce domaine des économies beaucoup plus appréciables.

20. La délégation de la Tchécoslovaquie s'étonne d'autre part que le Groupe d'étude n'ait pas proposé de réduction visant le Département des conférences. Elle pense également que la réorganisation du Secrétariat doit se faire à une cadence plus rapide que ne le permettraient les mouvements normaux de personnel. Il serait souhaitable que les propositions du Groupe d'étude commencent à prendre effet dès maintenant, de façon à se refléter dans les prévisions budgétaires de 1955. La délégation tchécoslovaque est donc prête à appuyer la proposition qui a été formulée par la délégation de la Pologne (437ème séance) ainsi que toute autre proposition du même genre. Puisque des licenciements sont nécessaires, il faut que ces compressions aient pour résultat d'améliorer, non seulement la qualité professionnelle moyenne du personnel dans son ensemble, mais encore et surtout la répartition géographique des postes à tous les échelons du Secrétariat. A cette fin, il faudrait que les licenciements frappent d'abord les fonctionnaires apatrides et ceux qui ont un statut de résident permanent, car ils ne représentent aucun pays, ni aucune région, et leur présence est contraire aux principes d'une répartition géographique équilibrée.

21. La création de seize postes dont les titulaires auraient rang de sous-secrétaire appelle les plus sérieuses réserves de la part de la délégation tchécoslovaque, qui partage à ce sujet les vues exprimées

par le Comité consultatif aux paragraphes 20, 21 et 22 de son rapport (A/2745). Les sous-secrétaires adjoints auront des responsabilités moins étendues que les chefs de département, et il est normal qu'ils en soient les subordonnés. La délégation tchécoslovaque se prononce également contre la création d'un nouvel échelon entre les chefs de département et les directeurs de division. Elle pense également que, lorsqu'un sous-secrétaire est absent ou empêché, ses fonctions devraient être déléguées à l'un des directeurs responsables d'une division ou d'une direction ou à un autre sous-secrétaire. Enfin, la délégation tchécoslovaque est opposée à la nomination de sous-secrétaires adjoints, même à titre temporaire.

22. Le nombre de fonctionnaires du rang le plus élevé ne saurait dépasser celui des secrétaires généraux adjoints actuels, c'est-à-dire huit. Le rythme des reclassements, particulièrement aux échelons élevés, doit être ralenti et non accéléré. La réorganisation doit conduire à une réduction des postes de l'échelon supérieur et non à leur augmentation. La promotion de directeurs principaux, ainsi que l'envisage le Secrétaire général, portera atteinte aux principes de la répartition géographique des postes à l'échelon supérieur. A la suite de cette mesure, trois des plus hauts fonctionnaires appartiendraient au même Etat Membre.

23. Pour ce qui est de la composition du Groupe d'étude, la délégation de la Tchécoslovaquie pense, comme le Comité consultatif, qu'il serait utile d'ajouter au Groupe d'étude quelques personnes étrangères au Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies.

24. Pour conclure, le représentant de la Tchécoslovaquie exprime l'espoir que l'on pourra en 1955 stabiliser le budget à un montant net de 35 millions. Sa délégation appuiera donc toute proposition visant les mêmes buts que la proposition présentée par la délégation de la Pologne.

25. M. CARRIZOSA (Colombie) déclare qu'il n'a pas d'objections fondamentales à soulever sur l'ensemble du rapport du Secrétaire général (A/2731); ce rapport tend à confirmer que la réorganisation du Secrétariat se poursuit normalement suivant les grandes lignes que le Secrétaire général avait indiquées lors de la huitième session, et laisse prévoir, non seulement un meilleur fonctionnement du Secrétariat, mais aussi des économies non négligeables. Toutefois, la délégation de la Colombie a quelques observations à présenter sur des points de détail.

26. En premier lieu, on peut lire dans ce rapport (par. 14) que les sous-secrétaires adjoints ne seraient pas les subordonnés, mais les collaborateurs des sous-secrétaires. Les sous-secrétaires adjoints devraient logiquement, semble-t-il, relever directement des sous-secrétaires intéressés et être sous leur autorité. Si cette relation de subordination n'existait pas, les sous-secrétaires adjoints relèveraient sans doute directement du Secrétaire général. Dans ce cas, on pourrait se demander comment les sous-secrétaires adjoints relevant directement du Secrétaire général pourraient former une équipe homogène avec les sous-secrétaires, lesquels auraient en définitive le dernier mot en ce qui concerne la répartition des tâches; et si, au contraire, les sous-secrétaires ne releveraient pas directement du Secrétaire général, on pourrait se demander quelle serait exactement leur situation dans la hiérarchie. M. Carrizosa serait heureux d'avoir des précisions sur ce point.

27. En ce qui concerne certains aspects particuliers de la réorganisation (par. 16 et suivants), il est vrai qu'il faut laisser au Secrétaire général une marge financière raisonnable; à cette fin, on pourrait peut-être prévoir, à une partie spéciale du budget, un fonds de réserve qui lui permette de parer aux nécessités du moment. La proposition du Secrétaire général (par. 19) tendant à transférer à Genève la Division des stupéfiants rencontre l'agrément de la délégation colombienne. Elle approuve également les principes d'administration du personnel énoncés dans le rapport; il y a toutefois lieu de noter que les postes dont la suppression est envisagée ne se répartissent qu'entre la catégorie des administrateurs et celle des agents des services généraux, encore que, lors des sessions précédentes, de nombreuses délégations aient critiqué la proportion trop élevée de postes de direction dans certains départements.

28. Abordant les conclusions touchant les fonctionnaires du rang le plus élevé (sect. V), le représentant de la Colombie fait observer, en premier lieu, que l'assimilation des sous-secrétaires adjoints aux fonctionnaires du rang le plus élevé ne semble guère se justifier; cependant, il est difficile de prendre nettement position sur ce point avant d'avoir obtenu les précisions demandées touchant la situation des sous-secrétaires adjoints dans la hiérarchie.

29. En second lieu, le Secrétaire général ne dit pas si la nomination des nouveaux sous-secrétaires devra être soumise à l'agrément de l'Assemblée générale, comme celle des secrétaires généraux adjoints qu'ils remplaceront. En tout état de cause, il faudra mettre les résolutions de l'Assemblée générale en harmonie avec le programme de réorganisation.

30. En troisième lieu, une des caractéristiques principales des propositions que le Secrétaire général avait présentées à la huitième session (A/2554) résidait dans le remplacement des deux échelons les plus élevés du Secrétariat par un seul échelon de direction; lorsqu'il propose de créer un second groupe de fonctionnaires qui ne seraient pas les subordonnés des sous-secrétaires, le Secrétaire général rétablit en quelque sorte les deux échelons qu'il se proposait de supprimer.

31. En quatrième lieu, les sous-secrétaires devraient seuls bénéficier des privilèges et immunités accordés aux envoyés diplomatiques. L'expérience montre qu'il vaut mieux limiter le nombre de ces bénéficiaires, d'autant plus que de nombreux Etats n'ont pas encore ratifié la Convention sur les privilèges et immunités. En tout état de cause, on doit admettre que la proposition du Secrétaire général concernant les fonctionnaires du rang le plus élevé ne vise pas d'autres fonctionnaires qui relèvent aussi directement de lui, comme par exemple les directeurs des services relevant directement du Secrétaire général qui seraient chargés de transmettre ses instructions, non seulement sur les questions d'administration générale, du ressort de son Cabinet, mais également sur l'administration du personnel et sur les questions juridiques et financières. Ces directeurs relèveraient eux aussi directement du Secrétaire général, mais ils ne peuvent être assimilés aux sous-secrétaires, appelés à remplacer les anciens secrétaires généraux adjoints à tous égards, y compris en matière de privilèges et immunités.

32. En dernier lieu, le représentant de la Colombie ne croit pas qu'il soit nécessaire d'établir une structure verticale rigide. Au contraire, l'expérience a montré que le Secrétariat doit disposer aussi d'une sorte

d' "état-major". Mais les membres de cet état-major ne peuvent pas être classés au même échelon que les sous-secrétaires. Justement, dans une organisation aussi complexe que celle du Secrétariat des Nations Unies, des services qui, comme le Service du personnel, le Service juridique et le Service financier, relèvent directement du Secrétaire général — comme c'est actuellement le cas — atténuent la rigidité d'un système hiérarchique qui présente des inconvénients lorsqu'il est poussé à l'extrême, car il tend naturellement à déséquilibrer la structure administrative; en effet, il alourdit la superstructure, car il favorise la prolifération des postes d'un rang élevé, et il déséquilibre ainsi l'ensemble de l'édifice. En outre, un système hiérarchique trop poussé rend les opérations de contrôle difficiles; au contraire, le contrôle peut s'exercer efficacement par l'intermédiaire des organes de contrôle du Service du personnel et du Service juridique, par exemple, ce qui évite de créer des comités d'enquête ou d'autres organismes chargés de vérifier les faits qu'une organisation hiérarchique trop poussée empêcherait de vérifier ou de contrôler à temps pour qu'il soit possible de les prévenir. Dans ces conditions, tout donne à penser qu'il faut diminuer et non augmenter le nombre des postes du rang le plus élevé; plus spécialement, on doit se rendre compte que le système d'organisation et de contrôle qui doit être le résultat de la réorganisation et du remplacement du Département juridique et du Département des services administratifs et financiers par des services relevant directement du Secrétaire général perdrait tout intérêt si les chefs de ces services venaient à prendre, en pratique, la place des secrétaires généraux adjoints dont les départements ont été à juste titre supprimés.

33. Pour ce qui est des prévisions budgétaires pour 1955 (A/2647) et du rapport soumis à leur sujet par le Comité consultatif (A/2688), il ressort de ces documents que la réorganisation du Secrétariat se poursuit d'une manière satisfaisante, conformément au mandat donné par l'Assemblée générale à sa huitième session dans sa résolution 784 (VIII); il en résulte, non seulement un meilleur fonctionnement du Secrétariat, mais aussi des compressions budgétaires importantes. Il est significatif que les propositions du Secrétaire général et les recommandations du Comité consultatif ne diffèrent que sur des points tout à fait secondaires. Par conséquent, c'est avec grande attention qu'il faut étudier le rapport du Secrétaire général sur les questions en suspens touchant le Siège, que vise le paragraphe 16 du rapport du Comité consultatif. M. Carrizosa évoque également le paragraphe 20 du même rapport, qui traite de la stabilisation du budget de l'Organisation, ainsi que les paragraphes 27, 28 et 29 où il est question des émoluments des sous-secrétaires et des directeurs, et du barème des traitements des administrateurs. Il serait souhaitable que les membres de la Commission fissent connaître leur point de vue sur ces deux dernières questions pour que le Secrétaire général et le futur comité de révision du barème des traitements puissent en tenir compte lorsqu'ils formuleront des propositions détaillées; la tâche du Comité consultatif en serait également beaucoup facilitée. La Commission devra aussi se prononcer sur le système de priorité pour les tâches relevant du domaine de l'information dont il est question au paragraphe 104 du rapport du Comité consultatif. Le paragraphe 111 du même rapport montre combien la structure du Département des conférences a été simplifiée et améliorée; de cette réforme, on peut attendre un meilleur fonctionnement des ser-

vices, une plus grande souplesse dans l'utilisation du personnel et de fortes économies. Dans ces conditions, on peut espérer une résorption rapide des arriérés de traduction, surtout si le Département tient compte des observations et suggestions du Comité consultatif touchant les méthodes appliquées et le contrôle exercé dans les sections linguistiques (par. 116).

34. Enfin, la délégation de la Colombie se félicite de lire au paragraphe 20 du rapport du Secrétaire général (A/2731) que l'application des principes d'administration du personnel s'accompagnera de mesures visant à assurer une répartition géographique équilibrée des postes à tous les échelons, comme maintes délégations l'ont très souvent demandé.

35. M. ASIROGLU (Turquie) approuve, dans ses grandes lignes, la réforme administrative envisagée par le Secrétaire général. En particulier, il n'a pas d'objections à formuler à l'encontre des modifications exposées au paragraphe 9 du rapport du Secrétaire général (A/2731) et est favorable à la fusion des anciens Départements des questions économiques et des questions sociales. D'autre part, la délégation turque pense que, si l'Administration de l'assistance technique (AAT) doit être également comprise dans cette fusion, il y a avantage à maintenir pour le moment une AAT distincte, d'autant plus que le Secrétaire général envisage dès maintenant de coordonner les travaux de l'AAT avec ceux du nouveau Département unifié des affaires économiques et des affaires sociales.

36. La délégation turque est en faveur du transfert à Genève de la Division des stupéfiants. Au paragraphe 28 de son rapport (A/2745), le Comité consultatif suggère que la collaboration étroite de la Division des stupéfiants avec le Comité central permanent de l'opium et l'Organe de contrôle des stupéfiants devrait rendre possible une compression d'effectifs. La délégation turque saurait gré au Secrétaire général de bien vouloir examiner la question lorsqu'il étudiera l'organisation de l'Office européen des Nations Unies.

37. En ce qui concerne le transfert à Genève de la Division des transports et des communications, la délégation de la Turquie attendra pour se prononcer d'avoir pris connaissance du rapport du Secrétaire général sur l'organisation de l'Office européen.

38. Le Comité consultatif a proposé d'adjoindre au Groupe d'étude chargé d'examiner les plans de réorganisation quelques experts étrangers à l'Organisation; la délégation turque estime que le concours de personnes n'ayant pas une connaissance suffisante de la structure et du fonctionnement du Secrétariat risquerait seulement de retarder les travaux et d'être une source de dépenses supplémentaires.

39. Passant aux prévisions budgétaires pour l'exercice financier 1955 (A/2647), M. Asiroglu est heureux de constater que les propositions du Secrétaire général accusent une diminution de 1.005.810 dollars par rapport aux crédits ouverts pour 1954. Il note également avec satisfaction que le Secrétaire général compte réaliser des économies supplémentaires pendant la période de transition et que le Comité consultatif laisse espérer une réduction plus forte encore.

40. En ce qui concerne les principes d'administration du personnel, la délégation turque, comme le Secrétaire général, croit que des licenciements massifs auraient des conséquences déplorables sur le moral du personnel et priveraient l'Organisation de fonctionnaires compétents et expérimentés. Le Secrétaire général a, du reste,

donné l'assurance qu'il s'efforcerait d'agir avec plus de rapidité dans l'intérêt de l'Organisation et dans celui des fonctionnaires.

41. Il est regrettable que la question de la répartition géographique n'ait pas encore été résolue de manière satisfaisante, et il faut espérer que l'on s'efforcera, malgré les compressions budgétaires, de remédier à cette situation. La délégation turque prend note des assurances données par le Secrétaire général au paragraphe 20 de son rapport (A/2731) et suivra avec intérêt les mesures qu'il prendra dans ce domaine.

42. Quant aux réductions proposées par le Comité consultatif sur les différents chapitres du budget, elles ont d'une façon générale l'assentiment de la délégation turque qui se réserve le droit de faire connaître son avis dans chaque cas.

43. M. GARCIA (Philippines) constate avec satisfaction que, grâce à une constante coopération, le Secrétaire général et le Comité consultatif ont réussi à réduire sensiblement le budget de l'Organisation sans porter atteinte à la bonne marche de l'administration. La délégation des Philippines approuve, dans leurs grandes lignes, les propositions du Secrétaire général sur la réorganisation du Secrétariat. Elle tient cependant à faire observer que, si la fusion du Département des questions économiques et du Département des questions sociales s'impose, il n'en est pas de même de la division en deux services distincts du Département des conférences et des services généraux.

44. En dépit des précisions qu'a données le Secrétaire général, la délégation des Philippines n'approuve pas les propositions touchant l'échelon supérieur de direction. A ce propos, le Comité consultatif a signalé à juste titre que les responsabilités du sous-secrétaire adjoint seraient moins étendues que celles du sous-secrétaire et que, par conséquent, "la position du sous-secrétaire adjoint devrait être celle d'un subordonné" (A/2745, par. 21). Il serait souhaitable qu'une seule personne dirige chaque département du Secrétariat et que les responsabilités soient ainsi nettement définies. De plus, si le sous-secrétaire et le sous-secrétaire adjoint étaient en désaccord sur certaines questions, il appartiendrait au Secrétaire général de trancher le différend, ce qui étendrait encore ses fonctions administratives. Pour les mêmes raisons, M. Garcia ne pense pas qu'il soit opportun de placer l'ancien Département juridique et l'ancien Département des services administratifs et financiers sous la direction immédiate et personnelle du Secrétaire général. Le représentant des Philippines constate enfin que le sous-secrétaire chargé du Département des affaires politiques et des affaires du Conseil de sécurité doit recevoir un traitement de sous-secrétaire adjoint. Ce département serait-il moins important que les autres? Ne serait-il pas préférable que les sous-secrétaires reçoivent tous le même traitement?

45. Pour conclure, M. Garcia annonce que sa délégation votera pour les réductions recommandées par le Comité consultatif.

#### POINT 38 DE L'ORDRE DU JOUR

#### Prévisions budgétaires pour l'exercice financier 1955 (A/2647, A/2688, A/C.5/577)

#### Examen en première lecture

#### CHAPITRE 19. — HAUT-COMMISSARIAT DES NATIONS UNIES POUR LES RÉFUGIÉS

46. M. VAN HEUVEN GOEDHART (Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés) signale

que le Comité consultatif recommande de réduire de 12.000 dollars le montant des crédits demandés au chapitre 19. En fait, cette somme représente l'augmentation normale des dépenses entre les exercices 1954 et 1955. Si le Haut-Commissaire ne se dissimule pas les difficultés qu'il rencontrerait du fait de cette réduction, il n'est pourtant pas opposé à cette recommandation.

47. M. TRHLIK (Tchécoslovaquie) rappelle que sa délégation a déjà exposé, à maintes reprises, ses idées sur l'activité néfaste du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés. Par les résolutions 8 (I) et 62 (I) qu'elle a adoptées aux première et deuxième parties de sa première session, l'Assemblée générale a insisté sur la nécessité de rapatrier les réfugiés le plus rapidement possible. Or, le Haut-Commissariat ne se conforme pas aux directives de l'Assemblée. C'est pourquoi la délégation tchécoslovaque propose la suppression pure et simple du chapitre 19 (697.000 dollars).

48. M. KOSTIC (Yougoslavie) déclare qu'à plusieurs reprises, l'Assemblée générale s'est vivement préoccupée du pourcentage excessif des dépenses d'administration dans le budget de différentes organisations internationales. On a beaucoup parlé du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (FISE) à cet égard; et, pourtant, le pourcentage des dépenses d'administration du FISE paraît bien faible à côté de celui du Haut-Commissariat pour les réfugiés. Par rapport à 1953, les réductions ci-après ont été réalisées en 1954 sur les dépenses d'administration de diverses organisations: Bureau international du Travail (BIT): 26 pour 100; Bureau de l'assistance technique (BAT): 25 pour 100; UNESCO: 20 pour 100; Organisation de l'aviation civile internationale (OACI): 15 pour 100; Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO): 13 pour 100; Organisation mondiale de la santé (OMS): 11 pour 100. En revanche, les dépenses d'administration du Haut-Commissariat ont accusé une augmentation sensible. La Commission est invitée à ouvrir un crédit de 697.000 dollars pour le chapitre 19. Toutefois, comme le souligne le Comité consultatif (A/2688, par. 188), le total des dépenses du Haut-Commissariat serait, en fait, de 765.000 dollars (non compris les frais d'impression) pour l'exercice 1955. En d'autres termes, les dépenses d'administration représenteraient de 90 à 100 pour 100 des dépenses d'exécution engagées au cours de la période précédente.

49. Se référant au troisième alinéa de l'introduction au chapitre 19 des prévisions budgétaires pour 1955 (A/2647, p. 83), le représentant de la Yougoslavie déclare qu'il faut comparer les dépenses d'administration aux dépenses d'exécution. La délégation yougoslave n'est pas en mesure de partager l'optimisme du Haut-Commissaire, qui estime que, pour l'exercice prochain, il pourra recueillir des contributions suffisantes, correspondant — approximativement du moins — aux dépenses engagées par l'Organisation des Nations Unies au titre du Haut-Commissariat. L'expérience montre que bon nombre de gouvernements ne manifestent pas un intérêt correspondant à l'égard de programmes analogues concernant les réfugiés.

50. En un an et demi, un programme modeste a été mis en œuvre par 107 fonctionnaires. Il faut remarquer à cet égard qu'à eux seuls les traitements du Haut-Commissaire, du Haut-Commissaire adjoint et d'un administrateur général représentent 8 pour 100



des dépenses totales de la période. L'activité du Haut-Commissariat ne justifie pas ces débours.

51. M. Kostic se demande si le Haut-Commissariat a véritablement besoin de deux bureaux régionaux en Amérique latine, l'un à Bogota et l'autre à Rio-de-Janeiro. Dans l'affirmative, pourquoi n'installe-t-il qu'un bureau auxiliaire au Brésil qui est un pays d'accueil très important?

52. Le Haut-Commissariat est assisté par quatorze bureaux régionaux. Ces bureaux dépensent 2.800 dollars par an pour la papeterie et les fournitures de bureau, soit environ 200 dollars par bureau. La mission yougoslave auprès de l'Organisation des Nations Unies, qui n'est pas très importante et dont la tâche n'est pas exceptionnellement lourde, dépense à ce titre près de 1.000 dollars par an. Le représentant de la Yougoslavie voudrait savoir si les bureaux régionaux du Haut-Commissariat reçoivent des fournitures de bureau d'autres sources ou si leur activité est moins importante qu'on ne l'a dit à la Commission. Dans le second cas, ne serait-il pas bon de réduire le nombre des bureaux?

53. Certains gouvernements élaborent eux-mêmes des plans en vue de résoudre le problème des réfugiés; en a-t-on tenu compte dans l'établissement des prévisions budgétaires pour 1955?

54. M. ZARUBINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) déclare que l'activité du Haut-Commissariat pour les réfugiés n'est ni satisfaisante ni conforme à la Charte et aux résolutions de 1946. La délégation de l'URSS appuie la proposition du représentant de la Tchécoslovaquie tendant à supprimer purement et simplement le chapitre 19.

55. M. HALL (Etats-Unis d'Amérique) et M. BIHIN (Belgique) soulignent la valeur de l'œuvre du Haut-Commissariat et voteront les crédits recommandés par le Comité consultatif.

56. M. VAN HEUVEN GOEDHART (Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés), répondant aux observations du représentant de la Yougoslavie, explique que, pour assurer la protection des réfugiés, le Haut-Commissariat doit accomplir des tâches très nombreuses: contrôler l'application des dispositions de la Convention relative au statut des réfugiés et coordonner l'activité des organisations qui s'occupent des réfugiés, notamment dans les pays de résidence, tels que la Grèce, l'Italie et l'Australie. Le Haut-Commissariat comprend un Haut-Commissaire adjoint et un administrateur général. Le Haut-Commissaire est en voyage pendant six mois de l'année; il lui faut donc un remplaçant à Genève.

57. Pour ce qui est des dépenses d'administration, il est difficile de comparer le Haut-Commissariat, créé en 1950, au BIT, qui existe depuis trente ans, et qui, en raison de l'importance de son budget, peut plus aisément réaliser des économies. Tous les ans, le Haut-Commissariat examine de très près l'utilité de chaque bureau. Le Haut-Commissaire a décidé d'avoir un seul représentant pour l'Amérique latine. La création d'un bureau auxiliaire à Rio-de-Janeiro est actuellement à l'étude. Le Gouvernement brésilien a fait savoir qu'à son avis ce bureau devrait relever directement du Haut-Commissariat à Genève.

58. Le représentant de la Yougoslavie ne s'est pas montré optimiste à l'égard des contributions qui seraient versées dans l'avenir. Le Haut-Commissaire a lancé un appel en faveur des réfugiés nécessiteux. Le résultat

de cet appel n'est pas très satisfaisant. C'est une solution définitive que de nombreux pays cherchent à apporter au problème des réfugiés; aussi est-il très difficile d'obtenir des fonds pour améliorer le sort des réfugiés nécessiteux.

59. Le Haut-Commissaire remercie les représentants des Etats-Unis et de la Belgique de leur appui. Il regrette que les représentants de la Tchécoslovaquie et de l'URSS aient jugé nécessaire de demander la suppression pure et simple du chapitre 19, et il rappelle, à ce propos, que le Haut-Commissariat a été créé par la résolution 428 (V) que l'Assemblée générale a adoptée le 14 décembre 1950.

60. M. ANDERSEN (Secrétariat), répondant à une question du représentant de la Yougoslavie, précise qu'au moment de la création du Haut-Commissariat, il a été décidé que l'Office européen mettrait sans frais à la disposition du Haut-Commissariat les services d'entretien, le matériel et les fournitures de bureau nécessaires.

61. M. FRIIS (Danemark) déclare que le Danemark est membre du Comité consultatif du Haut-Commissaire pour les réfugiés, et qu'à ce titre il suit de près l'activité du Haut-Commissariat. Il ne fait pas de doute que le Haut-Commissariat s'acquitte au mieux de sa tâche et qu'il est animé d'un constant souci d'économie. M. Friis est convaincu que le Haut-Commissaire suit de près l'activité des différents bureaux régionaux et s'efforce de faire en sorte qu'à tout changement de situation corresponde une modification du nombre, de l'emplacement et de l'importance du personnel de ces bureaux.

62. M. STRAUCH (Brésil) rappelle l'attitude adoptée par sa délégation à la Troisième Commission au sujet de la création, en général, de bureaux régionaux du Haut-Commissariat et, en particulier, du bureau auxiliaire de Rio-de-Janeiro; tout en réservant cette attitude, il est disposé à voter les crédits recommandés par le Comité consultatif.

63. M. KOWSAR (Iran) se déclare également prêt à voter les crédits recommandés par le Comité consultatif.

64. Le PRESIDENT met aux voix la proposition de la Tchécoslovaquie tendant à supprimer purement et simplement le chapitre 19.

*Par 40 voix contre 5, avec 3 abstentions, la proposition de la Tchécoslovaquie est rejetée.*

65. Le PRESIDENT met aux voix la recommandation du Comité consultatif tendant à ouvrir un crédit de 685.000 dollars pour le chapitre 19.

*Par 39 voix contre 6, avec 2 abstentions, la recommandation du Comité consultatif est adoptée en première lecture.*

#### POINT 36 DE L'ORDRE DU JOUR

#### Rapports financiers et comptes, et rapports du Comité des Commissaires aux comptes (suite):

#### e) Fonds des Nations Unies pour le secours aux réfugiés, période du 1er mars 1952 au 31 décembre 1953 (A/2648/Add.1, A/2726) [suite]

66. Le PRESIDENT rappelle qu'à la 432ème séance la Commission a décidé de ne pas se prononcer avant de connaître le résultat des consultations entre le Haut-

Commissaire, le Comité consultatif, le Président du Comité des Commissaires aux comptes et le Secrétaire général.

67. M. AGHNIDES (Président du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires) déclare que le Secrétaire général (représenté par le Contrôleur), le Haut-Commissaire pour les réfugiés et les membres du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires ont étudié la recommandation qui figure au paragraphe 7 du cinquième rapport du Comité consultatif (A/2726); le Président du Comité des Commissaires aux comptes n'a pas pu participer à cette réunion, mais il a présenté ses vues dans une note détaillée.

68. Au moment où s'est tenue cette réunion, la Troisième Commission poursuivait l'étude de deux projets de résolution (A/C.3/L.402 et A/C.3/L.403) relatifs à la création d'un comité exécutif; ces projets modifient la nature et les fonctions du Comité consultatif du Haut-Commissaire pour les réfugiés.

69. Les participants à la réunion ont présumé que la Troisième Commission proposerait à l'Assemblée générale d'adopter le deuxième de ces projets de résolution (A/C.3/L.403 et A/C.3/L.403/Add.1). Sous réserve de l'adoption du paragraphe 4 de ce projet de résolution par l'Assemblée générale, tous les participants ont reconnu qu'en attendant la création, par le Conseil économique et social, d'un comité exécutif ou d'un organe de contrôle analogue, tous les virements de crédits effectués dans le cadre des prévisions de dépenses devraient être subordonnés à l'assentiment préalable du Secrétaire général. Les participants ont reconnu que, si l'Assemblée générale prenait une décision en ce sens, il faudrait modifier le règlement financier du Fonds des Nations Unies pour le secours aux réfugiés.

70. Pour conclure, M. Aghnides fait observer que la Troisième Commission ne s'est pas encore prononcée sur les deux projets de résolution dont elle est saisie.

71. Le **PRESIDENT** présente le projet de résolution ci-après:

*"L'Assemblée générale*

*"1. Accepte le rapport financier et les comptes du Fonds des Nations Unies pour le secours aux réfugiés, pour la période comprise entre le 1er mars 1952 et le 31 décembre 1953, ainsi que l'attestation du Comité des Commissaires aux comptes;*

*"2. Prend acte des observations que le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a présentées dans son cinquième rapport à l'Assemblée générale (neuvième session) [A/2726]."*

72. En réponse à une observation de M. HALL (Etats-Unis d'Amérique), M. AGHNIDES (Président du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires) propose d'ajouter à ce projet de résolution un troisième paragraphe rédigé comme suit:

*"3. Prend acte de la déclaration prononcée au nom du Comité consultatif à la 440ème séance."*

73. M. Ali FAHMY (Egypte) se demande si la Commission ne devrait pas attendre que la Troisième Commission se soit prononcée sur les projets de résolution dont elle est saisie.

74. M. ASHA (Syrie) approuve la déclaration du représentant de l'Egypte. En effet, présumer la décision d'une autre commission créerait un dangereux précé-

dent. M. Asha propose donc que la Commission attende de connaître le résultat des délibérations de la Troisième Commission pour se prononcer.

*Il en est ainsi décidé.*

**POINT 42 DE L'ORDRE DU JOUR**

**Rapport du Comité de négociation des fonds extra-budgétaires (A/2730, A/C.5/L.276) [suite]**

75. M. LIVERAN (Israël) (Rapporteur) fait observer que, le Comité de négociation n'ayant pas terminé sa tâche et l'Assemblée générale n'ayant pas limité la durée de son mandat, on peut en conclure que le Comité de négociation continue d'exister et peut poursuivre sa tâche à moins que l'Assemblée générale n'en décide autrement.

76. Etant donné que la Commission est maintenant saisie d'une nouvelle proposition (A/C.5/L.276), la présente mise au point n'a plus qu'un intérêt théorique.

77. M. AGHNIDES (Président du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires), répondant au vœu exprimé par le représentant du Danemark à la 432ème séance, indique que le Comité consultatif n'estime pas être à même de donner un avis autorisé sur la suggestion qui figure au paragraphe 10 du rapport du Comité de négociation (A/2730), la question n'étant pas de sa compétence. Toutefois, comme de toute évidence l'Organisation doit, dans son propre intérêt, éviter de se trouver dans l'obligation d'interrompre un programme, faute de contributions suffisantes, le Comité consultatif suggère qu'avant de fixer l'objectif financier d'un programme les services compétents consultent les principaux gouvernements intéressés pour calculer, d'après des renseignements sûrs, le montant des contributions qu'ils peuvent s'attendre à recueillir.

78. M. ORMSBY-GORE (Royaume-Uni) déclare qu'en rédigeant leur projet de résolution (A/C.5/L.276) les délégations britannique et australienne ont écouté les représentants qui estiment que le Comité de négociation doit être créé chaque année par l'Assemblée générale. Ils acceptent les deux amendements verbaux du représentant de l'Egypte. La partie B du projet de résolution tient compte de l'opinion que les membres de la Commission ont exprimée à propos du danger que font courir au prestige de l'Organisation les organes qui fixent des objectifs impossibles à atteindre, et elle tend à s'en remettre franchement à l'organe des Nations Unies intéressé du soin de s'assurer que l'on peut raisonnablement s'attendre à recueillir les fonds suffisants pour mener à bien les programmes envisagés.

79. M. CUTTS (Australie) espère que toutes les délégations comprennent bien ce que le Comité de négociation peut faire et ce qu'il ne peut pas faire. En tout état de cause, le Comité a pu venir en aide au FISE et préparer la Conférence de l'assistance technique; le Comité de négociation pourrait peut-être aussi aider le Haut-Commissaire pour les réfugiés à obtenir des contributions au Fonds pour le secours aux réfugiés. Il doit être bien entendu toutefois que les contributions destinées à financer les programmes spéciaux qui ne sont pas prévus au budget ordinaire de l'Organisation restent volontaires et que les Etats ont le droit de fixer le montant de leurs contributions, s'ils en apportent une, en fonction de l'intérêt qu'ils portent à tel ou tel programme et de facteurs tels que

le montant global de leurs contributions à l'œuvre de secours et d'aide internationaux.

80. La partie B du projet de résolution ne contient qu'une pieuse exhortation, mais une exhortation qui s'impose: on a eu tendance, en effet, à fixer des objectifs qui ne correspondaient pas au montant des contributions auxquelles on pouvait s'attendre. Le projet de résolution ne parle pas des méthodes que pourraient adopter les organes compétents, mais M. Cutts rappelle que, dans son rapport (A/2730), le Comité de négociation suggère très légitimement qu'on lui demande son avis avant de fixer un objectif pour tel ou tel programme.

81. M. FRIIS (Danemark) remercie le Président du Comité consultatif de sa réponse nuancée et déclare qu'il votera pour le projet de résolution dont la Commission est saisie. Il fait observer que l'exhortation contenue dans la partie B de ce projet s'adresse aux Etats Membres eux-mêmes.

82. M. CAFIERO (Argentine) demande aux représentants de l'Australie et du Royaume-Uni si l'on ne pourrait pas rédiger le paragraphe 1 de la partie A du projet de résolution comme suit:

*"1. Prie le Président de l'Assemblée générale de nommer chaque année un comité de négociation des fonds extra-budgétaires, composé de dix membres au plus, dont le mandat sera celui qu'indique la résolution 693 (VII) du 25 octobre 1952; ce comité poursuivra sa tâche aussi longtemps qu'il sera nécessaire de réunir des fonds pour le financement des programmes spéciaux qui ne sont pas prévus au budget ordinaire de l'Organisation."*

83. M. ORMSBY-GORE (Royaume-Uni) et M. CUTTS (Australie) ne croient pas qu'il soit possible d'accepter la proposition du représentant de l'Argentine. Ainsi conçu, le paragraphe 1 ne répondrait plus au vœu des délégations qui insistent pour que l'Assemblée générale prenne une décision chaque année. En outre, si l'Assemblée adoptait ce texte, elle engagerait d'avance les assemblées prochaines, ce qui ne paraît pas souhaitable.

84. M. MELO LECAROS (Chili) votera pour le projet de résolution dont la Commission est saisie, mais, en tant que membre du Comité de négociation dont il a suivi les travaux, il aurait aimé que la Commission accordât une plus grande attention aux propositions du comité tendant à convoquer une réunion des Etats Membres; en effet, le projet de résolution proroge d'une nouvelle année le mandat du comité sans modifier les conditions précaires dans lesquelles il travaille.

85. M. SAPRU (Inde) remercie le Rapporteur et le Président du Comité consultatif des explications qu'ils ont données. Il votera pour le projet de résolution.

*Par 38 voix contre zéro, avec 5 abstentions, le projet de résolution (A/C.5/L.276) est adopté.*

86. M. ROMANACCE CHALAS (République Dominicaine) annonce que sa délégation remettra le 18 octobre 1954 un chèque de 20.000 pesos pour le FISE et un chèque de 10.000 pesos pour le Programme élargi d'assistance technique.

La séance est levée à 18 h. 5.